



Résumé de programme

Port Moresby: une ville sûre pour les femmes et les filles

Aperçu du programme

Le programme « Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles » (Port Moresby: a Safe City for Women and Girls Programme) a été lancé en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2011. C'est l'un des cinq premiers programmes urbains¹ de l'initiative mondiale « Villes sûres sans violence à l'égard des femmes et des filles »² dirigée par ONU-Femmes. Cette initiative vise à prévenir et à combattre le harcèlement sexuel et les autres formes de violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles dans l'espace public. Le programme mis en place à Port Moresby devait permettre de sécuriser les marchés et les transports publics, d'y bannir la violence à l'égard des femmes et des filles et d'accroître les déplacements autonomes de ces groupes de population dans la ville. Ce programme est un exemple d'initiative en faveur de villes sûres visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles grâce à une approche globale et multisectorielle. Il combine plusieurs interventions et tisse des liens avec diverses parties prenantes afin de créer des environnements urbains sûrs et sources d'autonomisation pour les femmes et les filles, qui leur donnent également accès à davantage de perspectives.

Situation générale

L'initiative mondiale « Villes sûres » a été lancée par ONU-Femmes en 2010 en réponse, d'un côté, aux demandes croissantes émanant d'organisations de défense des droits des femmes de prévenir et de combattre le harcèlement sexuel dans l'espace public et, de l'autre, au manque de données probantes, de politiques et de programmes permettant de lutter contre ce problème³. Cette initiative vise donc à combler ces lacunes en donnant de la visibilité aux questions relatives au harcèlement sexuel et aux autres formes de violence sexuelle dans l'espace public, en aidant à briser le silence autour de cette violence – souvent banalisée par les hommes comme par les femmes – et en produisant des données qui montrent comment les interventions peuvent permettre aux femmes et aux filles de se déplacer en ville librement et en toute sécurité.

Contexte du programme

Port Moresby est la plus grande ville de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et celle connaissant la croissance la plus rapide du pays. Les marchés de Port Moresby font partie intégrante du réseau socioéconomique de la ville ; ils fournissent aux femmes et aux filles des moyens de subsistance ainsi que l'occasion de nouer des relations avec leurs pairs. La grande majorité (80 %) des vendeurs du marché sont des femmes. Néanmoins, de nombreuses habitantes de Port Moresby ne peuvent pas se rendre dans des espaces publics et en jouir librement et en toute sécurité, car elles risquent constamment d'être harcelées sexuellement ou de subir d'autres formes répandues de violence à l'égard des femmes et des filles.

Deux études de délimitation de l'étendue du programme⁴ ont montré que la violence à l'égard des

¹ Les autres villes pilotes de l'initiative mondiale sont Quito (Équateur), Le Caire (Égypte), New Delhi (Inde) et Kigali (Rwanda).

² ONU-Femmes, <u>Corporate Brief on Safe Cities and Safe Public Spaces</u>. 2020.

³ Safe Cities Flagship Programme Initiative: Programme Document. Avril 2017.

⁴ Jimenez, A., Au, R. et Sandeka, D., <u>Making Port Moresby Safer for Women and Girls. Report on Scoping Study Findings</u>. 2011.

2

RÉSUMÉ DE PROGRAMME

femmes et des filles était largement répandue sur les marchés et dans les transports publics :

- 90 % des femmes et des filles ont été victimes d'une forme de violence, quelle qu'elle soit (agression physique, vol, harcèlement sexuel, violence sexuelle, agression verbale, menaces, intimidation, etc.), en prenant les transports publics.
- 55 % des femmes et des filles ont été victimes d'une ou plusieurs de ces formes de violence sur les marchés;
- 22 % des femmes et des filles ont déclaré avoir été victimes de violence sexuelle sur les marchés plus d'une fois au cours de l'année écoulée.

Les facteurs de risque de violence à l'égard des femmes et des filles sur les marchés sont, entre autres, le manque de présence policière, la consommation d'alcool et de drogue des hommes et des garçons, le



grand manque de discipline ambiant et les nombreuses activités illégales qui s'y déroulent.

Ce document fait partie du Guide de mise en œuvre du cadre RESPECT commandé par ONU-Femmes et élaboré par Social Development Direct, qui est disponible <u>ici</u>.

Théorie du programme mondial « Des villes sûres et des espaces publics sûrs »

Grâce à la création de partenariats avec les autorités locales et les organisations communautaires, au renforcement des capacités de ces entités ainsi qu'à l'autonomisation des femmes et à la mobilisation de la communauté en faveur d'un changement social, l'investissement dans des mesures concrètes visant à renforcer la sécurité des femmes dans l'espace public pourra se traduire, sous trois à cinq ans, par une diminution de la prévalence de la violence à l'égard des femmes et des filles, mais également par une augmentation de l'exercice du droit des femmes à jouir des espaces publics et à circuler librement. Par ailleurs, cette démarche pourra contribuer à assurer la sécurité individuelle de l'ensemble des membres de la communauté et, éventuellement, faire avancer les droits des femmes et l'égalité des sexes sur un plus large éventail de dimensions socioéconomiques.

Description du programme

En collaboration avec ONU-Femmes et d'autres partenaires, la municipalité a élaboré deux initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme mis en œuvre à Port Moresby :

• Initiative en faveur de marchés sûrs (2011-2019) ; et

Citation recommandée : ONU-Femmes et Social Development Direct, Résumé de programme « Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles » du cadre RESPECT : Prévenir la violence à l'égard des femmes, 2020.

- Initiative en faveur de transports publics sûrs (2015-2019).
- À partir de 2016, le programme a également intégré une campagne de changement des comportements visant à sensibiliser le public et à lutter contre les normes et les croyances à l'origine de la banalisation

de la violence à l'égard des femmes et des filles dans l'espace public. Il s'agit de la **campagne** *Sanap Wantaim* (« Restons soudés »). Au total, le programme s'est échelonné sur huit ans, entre 2011 et 2019.

Théorie du changement

L'initiative mondiale était assortie d'une théorie du changement globale selon laquelle les **changements d'attitude** et les **mesures concrètes** représentaient deux principes fondamentaux du processus de changement visant à renforcer la sécurité des femmes dans l'espace public.

À l'issue de l'étude de délimitation, un atelier participatif sur la conception des programmes a été organisé en présence de parties prenantes clés (autorités gouvernementales, organisations de défense des droits des femmes, organisations non gouvernementales, établissements scolaires, services de police, commerçants locaux, etc.) afin d'aborder et de valider les conclusions de l'étude et d'élaborer une théorie du changement adoptée à l'échelle locale

L'objectif du programme « Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles » était d'établir un processus de changement profond visant à autonomiser les femmes et les filles en sécurisant les marchés ainsi que les transports au départ et à destination de ces marchés et d'autres espaces publics sûrs. Le processus en question reposait sur trois piliers :

Partenariats. Consolidation des autorités municipales de Port Moresby et renforcement des capacités des personnes chargées de prévenir et de combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans l'espace public.

Mobilisation communautaire. Mise en place de réseaux sociaux, sensibilisation, transformation des normes sociales perpétuant la violence à l'égard des femmes et des filles dans l'espace public et promotion, parmi les personnes se rendant sur les marchés, du respect du droit des femmes et des filles à vivre à l'abri de la violence.

Infrastructures tenant compte des questions de genre et visant à prévenir la violence. Amélioration de l'environnement bâti, des transports et de la gestion de ces infrastructures afin d'assurer la sécurité des femmes et des filles sur les marchés et dans les transports.

LES CINQ RÉSULTATS CLÉS DU PROGRAMME SONT LES SUIVANTS

OUTCOME 1: Reformed and enhanced implementation of NCDC policies, by-laws, budgets and systems that translate on prevention and protection of all forms of violence against women and girls and increased economic opportunities for women and youth.

OUTCOME 2: Enhanced capacities of duty bearers to prevent and respond to violence against women and girls in public spaces.

OUTCOME 3: Increased respect among market users for women's and girls' rights to a life free from violence.

OUTCOME 4: Gender sensitive infrastructure and social planning measures are put in place to address women's and girls' safety in marketplaces.

OUTCOME 5: Media representatives have acquired knowledge to report on all aspects of VAWG, with particular attention to SV, including service provision, legal assistance to victims of violence, community engagement in violence prevention and the protection of women and girls.

Composantes principales

INITIATIVE EN FAVEUR DE MARCHÉS SÛRS

Capacités institutionnelles. Le programme a renforcé les capacités de la municipalité – à savoir la National Capital District Commission (Commission du district de la capitale nationale, NCDC) qu'elle puisse intégrer les questions de genre et la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles dans les structures régissant les marchés de la ville. La NCDC a instauré une Division des marchés et reçu de l'aide pour élaborer des systèmes de planification, de budgétisation, d'opérations et de suivi. La compréhension des questions de genre a été assurée en détachant un membre du personnel du Bureau des femmes de la NCDC et en intégrant des membres du personnel d'ONU-Femmes au sein de la Division des marchés ainsi qu'en formant le personnel sur des sujets tels que les questions de genre, la violence à l'égard des femmes et des filles et les droits fondamentaux.

Un modèle de gouvernance des marchés. Un comité de gestion et une association de vendeurs ont été créés pour chacun des marchés. Les comités de gestion étaient constitués de parties prenantes clés des marchés, tandis que les associations rassemblaient des vendeurs, dont la majorité étaient des femmes. Les associations ont permis aux vendeuses de s'exprimer d'une seule voix lors des réunions des comités, où elles ont pu aborder, par exemple, les infrastructures tenant compte des questions de genre et les problèmes rencontrés sur les marchés, tels que la violence à l'égard des femmes et des filles.

Formation et possibilités de financement. Les associations ont formé les vendeuses (aux connaissances financières de base et au développement commercial, entre autres) et ont permis à leurs membres d'obtenir des prêts et des crédits.

Services de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. La police et les agents de sécurité des marchés ont été formés à la prévention et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Les formations, qui suivaient un programme tenant compte des questions de genre, ont été dispensées tous les mois pendant un an, entre 2017 et

Audits relatifs à la sécurité des femmes :

Considérations : Comment cet espace est-il utilisé ?

Qui utilise cet espace?

Évaluations: Éclairage, état des routes et des trottoirs, cartes et panneaux, toilettes publiques, etc

Questions posées: Vous sentez-vous à l'aise dans cet espace? Connaissez-vous quelqu'un qui a vécu une mauvaise expérience ici? Pourriez-vous trouver de l'aide si vous en aviez besoin? Quels changements vous permettraient de vous sentir plus en sécurité?

Les audits ont permis de formuler des **recommandations** d'interventions visant à renforcer la sécurité.

2018. Dans le cadre du programme, des services communautaires de mentorat et d'orientation ont été mis en place et 32 bénévoles communautaires et prestataires de services publics locaux (police, établissements de santé, tribunaux) ont été formés en vue d'orienter les victimes de violence à l'égard des femmes et des filles et de garantir leur accès aux services. En outre, des postes de police ont été créés sur certains marchés.

Amélioration de l'environnement. Les infrastructures des marchés ont été améliorées (barrières, toilettes publiques, etc.) et leur sécurité a été renforcée. Le programme a également permis de bâtir des centres de transit destinés à accueillir les femmes venant des zones rurales. La participation des femmes a été une composante à part entière du processus, notamment grâce aux audits relatifs à la sécurité lors desquels les

femmes, les prestataires de services et les autorités locales ont évalué la sécurité des espaces publics.

Paiements électroniques. Un système de paiement mobile a été mis en œuvre afin de permettre aux vendeurs de s'acquitter de leurs frais d'emplacement via un paiement électronique. Ce système entendait réduire la collecte illicite des frais et l'extorsion, dont les vendeuses étaient régulièrement victimes.

Sensibilisation. Des événements mensuels ont été organisés sur les marchés afin d'informer le public des avancées du programme et de le sensibiliser à des sujets précis tels que l'égalité des sexes et la santé.

INITIATIVE EN FAVEUR DE TRANSPORTS PUBLICS SÛRS

Bus réservés aux femmes. Les bus *Meri Seif* (« Femmes en sécurité ») ont été conçus en vue de proposer aux femmes et aux filles des transports publics sûrs, fiables et abordables. En 2017, les bus avaient effectué 230 000 trajets aux heures de pointe du matin et de l'après-midi afin de transporter des femmes et des filles. Par ailleurs, une formation de six mois a été élaborée afin de permettre à des femmes de conduire les bus *Meri Seif*.

Gouvernance et gestion des transports. Les autorités chargées de la circulation routière ont été impliquées dans cette initiative afin de renforcer la sécurité des femmes et des filles lorsqu'elles prennent les transports publics. Cette collaboration s'est axée sur l'amélioration de la fiabilité des services et de la sécurité aux alentours des arrêts de bus. En effet, les services de transport urbain de Port Moresby étaient rarement fiables et les chauffeurs prenaient fréquemment des routes différentes de celles prévues, ce qui signifie que les femmes et les filles descendaient souvent des bus dans des endroits dangereux et à des heures tardives.

Associations de chauffeurs. Une collaboration a été établie avec l'association des chauffeurs de véhicules publics, qui représente ces derniers, afin de les inciter à se rallier à la cause du renforcement de la sécurité

des transports pour les femmes et les filles. En outre, l'initiative a soutenu l'amélioration de la gouvernance de l'association et organisé des formations portant sur la responsabilité des chauffeurs en ce qui concerne la sécurisation des transports empruntés par les femmes et les filles.

CAMPAGNE SANAP WANTAIM

Le programme comportait une campagne de changement des comportements visant à sensibiliser les jeunes, les usagers des transports publics, les chauffeurs, les vendeurs, les autorités et la population dans son ensemble à la violence à l'égard des femmes et des filles dans l'espace public. Cette campagne visait tout particulièrement à inciter les hommes et les garçons à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles, à donner aux femmes et aux filles les moyens de se défendre, elles-mêmes et entre elles, et de reconnaître qu'elles ont le droit de se déplacer librement en ville, ainsi qu'à doter les habitants des connaissances nécessaires pour identifier la violence à l'égard des femmes et des filles et savoir comment agir s'ils sont témoins ou victimes d'une telle violence. Les messages de la campagne ont été relayés par les médias, lors d'événements réunissant les autorités gouvernementales, le secteur privé, les communautés et les établissements scolaires, et lors d'activités de sensibilisation hebdomadaires organisées à bord des bus Meri Seif.

La mobilisation des jeunes a été un élément déterminant de cette campagne. Un comité consultatif de la jeunesse, constitué à 50 % de jeunes femmes, a guidé les objectifs, le plan et les messages de la campagne de changement des comportements. Des organisations de la société civile menées par des jeunes ont incité ce groupe de population à se

mobiliser et lancé la campagne dans les établissements scolaires.

Suivi et évaluation

Le suivi du programme « Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles » a été réalisé par les autorités gouvernementales et les partenaires de mise en œuvre. Ce suivi a s'est inscrit dans le cadre de

Messages de la campagne

Égalité. Les hommes et les femmes sont égaux. C'est notre droit constitutionnel ; il s'agit d'un droit fondamental.

Consentement. Le consentement correspond au droit des femmes de disposer de leur propre corps. Lorsque les femmes disent « non », cela signifie « non » à chaque fois et pour tout le monde.

Le harcèlement est immoral. Les femmes et les filles ont le droit d'être en sécurité dans cette ville.

Solidarité. Les hommes, les femmes, les garçons et les filles doivent faire front commun pour faire régner la sécurité en ville.

Une ville sûre est une ville agréable. Lorsque la ville ne représente aucun danger pour les femmes et les filles, il fait bon y vivre pour tout le monde.

l'approche de renforcement des capacités institutionnelles du programme, qui visait à assurer sa pérennité. De plus, ONU-Femmes a régulièrement commandé des examens du programme afin de recueillir des données supplémentaires.

Une <u>évaluation</u> du programme a été menée entre 2018 et 2019. L'évaluation de l'impact du programme, fondée sur des méthodes mixtes, a impliqué la participation de 322 vendeuses, membres des comités de gestion et des associations de vendeurs, usagers de bus, bénévoles communautaires et jeunes, ainsi que la réalisation de 40 entretiens avec des informateurs clés.

Étant donné que le programme ne disposait d'aucune base de référence, l'évaluation n'a pas pu mesurer l'évolution de la prévalence de la violence à l'égard des femmes et des filles. Néanmoins, des méthodes systématiques ont été utilisées pour évaluer l'incidence des différentes interventions sur les résultats du programme.

L'évaluation met en valeur plusieurs contributions du programme en faveur de la sécurité des femmes et des filles :

- La création d'associations de vendeurs a contribué
 à la participation des femmes à la gestion des
 marchés et fourni aux femmes une plateforme
 pour aborder les questions de genre et la violence
 à l'égard des femmes et des filles. Néanmoins,
 l'influence des femmes sur la gestion des marchés
 a été contestée par d'autres parties prenantes
 opposées au changement.
- Les associations de vendeurs ont atténué les oppositions ethniques, car elles ont permis aux femmes de se forger une identité collective en tant que vendeuses et de s'organiser en fonction de ce qu'elles vendaient plutôt que de leur appartenance ethnique.

L'amélioration des infrastructures et de la sécurité des marchés a renforcé le sentiment de sûreté des femmes et des filles et la police a rapporté moins d'incidents liés à la sécurité et d'actes de violence sur les marchés.

- L'entrée en vigueur d'arrêtés relatifs aux marchés et leur application par un personnel de sécurité mieux formé ont contribué au renforcement de la sécurité et à la baisse de la consommation d'alcool et de drogue sur les marchés. Néanmoins, il était encore fait état de comportements menaçants de la part de contrôleurs du marché ou d'agents de sécurité envers les vendeuses.
- Les femmes et les filles se sont dites très satisfaites des bus *Meri Seif* et leur ont attribué la note de 10/10 pour leur avoir permis de se déplacer librement, en toute sécurité et à bas coût. Les femmes et les filles ont également trouvé que les

bus étaient extrêmement fiables, car ils arrivaient à l'heure et se rendaient aux destinations prévues. Cela permettait aux femmes, et notamment aux vendeuses, d'accéder aux marchés de manière plus sûre.

- Le programme a contribué à l'établissement d'un secteur des transports tenant davantage compte des questions de genre en fournissant un soutien institutionnel aux autorités chargées de la circulation routière et en formant les chauffeurs de véhicules publics aux questions de genre.
 L'association des chauffeurs de véhicules publics a continué de dispenser ces formations une fois le programme achevé.
- Les services communautaires de mentorat et d'orientation ont contribué au renforcement de l'accès des victimes de violence à l'égard des femmes et des filles aux services essentiels. Il a été reconnu que les bénévoles communautaires ont été les moteurs de cette initiative, car ils ont informé les femmes et les filles de l'existence de ce

Enseignements en matière de programmation

Importance d'une approche globale et multisectorielle. Le programme montre que l'amélioration des infrastructures ne suffit pas à renforcer la sécurité des femmes et des filles et qu'elle doit s'inscrire dans une stratégie intégrée. Pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la violence à l'égard des femmes et des filles et provoquer des changements profonds, les investissements dans les infrastructures publiques doivent s'accompagner du renforcement de l'accès des femmes aux services, de la création de plans d'action municipaux permettant une collaboration multisectorielle, de la participation concrète des organisations de défense des droits des femmes et de la transformation des normes et des mentalités au sein des institutions, des communautés et de la gestion des marchés.

système et leur ont expliqué comment accéder aux services. Néanmoins, la capacité du système à orienter les victimes de violence a été bridée par les capacités limitées des services gouvernementaux, tels que la police.

La campagne Sanap Wantaim a contribué à créer une cohésion et un sentiment de valeurs communes entre les jeunes y participant.

Toutefois, étant donné que la campagne n'a été lancée qu'en 2016, l'évaluation réalisée en 2018 n'a pas pu déterminer si celle-ci avait entraîné des changements profonds des attitudes et des comportements chez un plus grand nombre de personnes. Plus de 40 000 habitants de Port Moresby se sont mobilisés et ont obtenu des fonds de la part de la municipalité afin de mettre en œuvre la deuxième phase de la campagne de changement des comportements dans les établissements scolaires et les transports publics.

Gestion inclusive des marchés et tenant compte des questions de genre. Bien que les structures de gestion des marchés se soient davantage ouvertes aux femmes, la prise en compte de leurs demandes a parfois été insuffisante et l'influence des femmes dans les processus décisionnels s'en est trouvée limitée. Cela montre bien que les efforts visant à favoriser la contribution et le leadership des femmes doivent aller de pair avec une sensibilisation aux questions de genre au sein des structures de gouvernance afin d'induire des changements profonds.

Renforcement de l'environnement institutionnel et des capacités des institutions. Avant la mise en œuvre du programme, la NCDC manquait de structures de gouvernance des marchés urbains et le secteur des transports publics, quant à lui, ne faisait preuve que de peu

de responsabilité à l'égard des femmes et des filles. Il était donc primordial que le programme crée et soutienne des structures régissant les marchés et le secteur des transports, dans la mesure où cela poserait les bases des efforts à déployer pour intégrer les questions de genre et des mesures de prévention de la violence à différents niveaux. Par ailleurs, afin de garantir l'intégration et la pérennité des interventions, il était nécessaire d'établir des partenariats entre les différents secteurs et niveaux de gouvernance (entre la Division des marchés et le Bureau chargé des questions de genre, par exemple, ou encore entre les diverses autorités responsables des transports aux niveaux local et national).

Possibilité d'adaptation du modèle dans d'autres secteurs. Les associations de vendeurs ont révélé leur efficacité en tant que plateformes permettant aux vendeuses de s'unir et de faire entendre leur voix au sein des structures de gestion des marchés. L'évaluation fait ressortir le potentiel d'adaptation du modèle de gouvernance des marchés dans d'autres secteurs informels.

Participation des femmes et des filles à l'aménagement urbain. Les interventions du programme relatives aux infrastructures ont été menées en collaboration avec des femmes et des filles

afin de s'assurer qu'elles accordaient la priorité à leurs besoins. Cela a été possible notamment grâce à la réalisation d'audits relatifs à la sécurité des femmes dans l'espace public et à la consultation de femmes lors de la planification et de la conception des infrastructures.

Accessibilité économique et efficacité des transports sûrs pour les femmes et les filles. L'évaluation a mis en évidence le fait que, lorsque certains des bus *Meri Seif* sont devenus payants (alors qu'ils étaient d'abord gratuits), les femmes ont continué à les utiliser, car ils étaient plus fiables et plus sûrs que le reste des transports publics. Cela montre bien qu'il existe une demande en matière de transports publics privilégiant les besoins des femmes relatifs à la mobilité et à la sécurité.

Prolongation nécessaire des échéances afin de transformer les attitudes et les comportements. La campagne *Sanap Wantaim* a été menée au cours des deux dernières années du programme. Bien qu'elle ait affiché des résultats prometteurs en matière de mobilisation de la jeunesse et de création de valeurs communes à ce groupe, l'évaluation a révélé qu'il était trop tôt pour voir des répercussions profondes sur les normes et les attitudes qui sous-tendent la violence à l'égard des femmes et des filles.

Documents de référence

ONU-Femmes, <u>Evaluation of the 'Port Moresby: A Safe City for Women and Girls' Programme</u>. 2019.

Jimenez, A., Au, R. et Sandeka, D., <u>Making Port Moresby Safer for Women and Girls: Report on Scoping Study Findings</u>. 2011.

ONU-Femmes, <u>Safe Cities and Safe Public Spaces for Women and Girls Global Flagship Initiative: International Compendium of Practices</u>.

ONU-Femmes, Safe Cities and Safe Public Spaces: Global Results Report. 2017.

Ressources complémentaires

- ONU-Femmes, <u>Safe Cities Part 2: Port Moresby, Papua New Guinea</u>. Court documentaire. 2013.
- ONU-Femmes, « Safe Public Transport Programme: First Anniversary of the Meri Seif Bus ». 2015.
- ONU-Femmes, « Sanap Wantaim ». 2016.

Notes de fin